

rapport, le gouverneur général n'est plus un représentant du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne. En conséquence, il ne reste personne dans les capitales des Dominions qui ait mandat de représenter avec autorité les vues du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

“Nous avons résumé nos conclusions dans la résolution suivante, soumise à la Conférence pour étude :

“Les Gouvernements qui sont représentés à la Conférence reconnaissent l'opportunité d'établir un mode de relations étroites, tant à Londres que dans les capitales des Dominions, pour suppléer au mode actuel de communications et pour fournir les renseignements sur les affaires qui exigent une étude conjointe. La manière dont fonctionnera tout nouveau mode de communication est une question à régler entre les Gouvernements de Sa Majesté en Grande-Bretagne et dans les Dominions, en tenant compte des circonstances dans chaque partie de l'Empire; il sera bien entendu que tout nouveau mode ne sera que pour ajouter au mode de communication directe de Gouvernement à Gouvernement, et à l'entente spéciale en vigueur depuis 1918 pour la communication entre les premiers ministres, et non pour remplacer ce mode.”

**Ministre canadien aux États-Unis.**—Depuis plusieurs années, les relations diplomatiques entre le Canada et les États-Unis ont augmenté, résultat naturel de la proximité des deux pays et des étroites relations d'affaires établies entre leurs citoyens. Avant la guerre, un ancien ambassadeur anglais à Washington, Lord Bryce, avait déclaré que les affaires canadiennes étaient la source, depuis les deux tiers jusqu'aux trois quarts, de tout le travail de l'ambassade anglaise aux États-Unis.

En janvier 1918, une mission canadienne temporaire de guerre fut établie à Washington, sous la présidence de M. Lloyd Harris, et maintenue jusqu'à quelques années après la guerre. Bien que n'étant pas une mission formellement diplomatique, ses devoirs s'étendaient à des questions ordinairement traitées par les canaux de la diplomatie. Après le retrait de cette mission, le Canada fut représenté à Washington par M. M. M. Mahoney, à titre d'agent du département des Affaires Extérieures et, grâce à la courtoisie du gouvernement britannique, avait son bureau à l'ambassade anglaise.

En 1920, à la suite de discussion entre les gouvernements anglais et canadien, il fut annoncé qu'on en était arrivé à une entente sur la nomination d'un ministre canadien à Washington, qui représenterait l'ambassadeur anglais à Washington pendant l'absence de ce dernier. Aucune nomination ne fut faite jusqu'à novembre 1926, alors qu'après avoir décidé d'omettre l'arrangement en vertu duquel le ministre canadien représenterait l'ambassadeur anglais, l'hon. Charles Vincent Massey fut nommé comme Envoyé extraordinaire de Sa Majesté et Ministre plénipotentiaire aux États-Unis pour y représenter les intérêts du Canada (Ord. du C.P., 10 nov. 1926). M. Massey entra en fonction en février 1927. La légation canadienne à Washington est située à 1746 Massachusetts Avenue.

En 1927, les États-Unis ont réciproqué de courtoisie en nommant l'hon. William Phillips comme leur premier Ministre au Canada. L'hon. M. Phillips a démissionné en décembre 1929; son successeur n'était pas encore nommé quand ces lignes ont été écrites.

**Ministre canadien en France.**—Depuis plusieurs années le gouvernement canadien a maintenu un agent à Paris. Ce poste a d'abord été occupé en 1882